

HISTOIRES DE CLEFS, DE LOCAUX, DE JOURNAUX, DE CONVOCATIONS DE CONSEILS ET DE CONGRÈS... OU LES ŒUVRES MARXIENNES DANS L'ASSOCIATION *INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS* (1) ...

Avant-propos: Les événements estivaux millésime 2015 qui ont concerné une organisation politique se voulant l'héritière direct de messieurs Trotsky et Lambert, et par filiation plus ancienne l'héritière de messieurs Marx et Engels, a mis en lumière les habitudes «*fraternelles*» qui président au règlement des différends dans l'univers social-démocrate. Du «*goût d'État permanent*» au «*coup d'État permanent*», il n'y a guère qu'une nuance circonstancielle, et l'art des aspirants à la dictature, dite en l'occurrence «*du prolétariat*», étant de naviguer entre les termes «*démocratie*» et «*dictature*» pour justifier leurs forfaitures successives, n'auraient-ils pas dû créer il a longtemps déjà le néologisme «*démocrature*» qui n'a guère cours que depuis une vingtaine d'années.

Après le Congrès de l'A.I.T. à la Haye, en 1872, «*organisé*» par les soins des démocraturiens de l'école marxienne à coups de mandats-en-blanc, le «*Conseil général*» transféré à New-York se trouvant bien isolé quand, les unes après les autres, les sections nationales régionales ou locales adoptèrent les conclusions du *Congrès de Saint-Imier*, des tentatives tous azimuts de «*prise du pouvoir*» dans les fédérations nationales furent manigancées par les soins des marxien.

James GUILLAUME, dans son ouvrage «*L'Internationale – Documents et souvenirs*», relate la tentative des marxien contre la fédération anglaise, dans le troisième tome, de la page 28 à la page 37.

Les notes de James GUILLAUME, pour cette partie du texte, n'ont été conservées que dans la mesure où elles apportent un renseignement direct.

Anti.mythes
1^{er} brumaire 224.

«L'INTERNATIONALE – DOCUMENTS ET SOUVENIRS»:

Cependant Marx préparait contre le *Conseil fédéral* anglais un coup d'État semblable à celui qui avait été exécuté, l'hiver précédent, à New York, contre le *Conseil fédéral* américain. Il réussit à faire entrer dans le Conseil anglais quelques hommes à lui, Dupont, Murray, Millier, etc..., et à gagner à sa cause le propriétaire de l'*International Herald*, le publiciste Riley. A la suite de l'insertion, dans l'*International Herald* du 23 novembre, d'un article mensonger sur une conférence faite à Nottingham par un agent de Marx, De Morgan, ce journal cessa, à partir de son numéro du 30 novembre, d'être l'organe du *Conseil fédéral*. Le Conseil alors, quittant «*l'attitude expectante*», décida de convoquer pour le 5 janvier 1873 un *Congrès de la Fédération anglaise*, auquel serait soumise la question de l'adoption ou du rejet des résolutions de la Haye. La circulaire de convocation (10 décembre) était signée de vingt-deux membres du Conseil, parmi lesquels Hales, Jung, Mottershead, Roach, Mayo, Bennett. Les membres formant la minorité, Dupont, Lessner, Vickery, et quelques autres, se séparèrent alors de leurs collègues; et ces sécessionnistes, après s'être arrogé (12 décembre) le titre de *Conseil fédéral anglais*, publièrent une contre-circulaire où il était dit que la convocation d'un *Congrès anglais*, pour discuter les décisions du *Congrès de la Haye*, était illégale. Une seconde contre circulaire, disant les mêmes choses, fut publiée sous le nom de la «*Section étrangère de Manchester*» (2).

(1) Titre choisi par *Anti.mythes*.

(2) Une lettre de Marx à Sorge, du 21 décembre 1872, qu'on trouvera plus loin, nous a appris que la première de ces deux contre-circulaires était l'œuvre de Marx lui-même, et la seconde l'œuvre d'Engels.

Mais le 23 décembre la majorité du Conseil se réunit de nouveau, décida la convocation du *Congrès anglais* le 26 janvier, et nomma une *Commission exécutive* de six membres chargée de préparer ce Congrès. Cette Commission, composée de Foster, Pape, Hales, Mayo et Grout, publia en janvier un *Appel aux Sections anglaises*, contenant des détails circonstanciés sur l'intrigue marxiste et sur la scission que cette intrigue avait réussi à produire en Angleterre. Le *Bulletin* (3) donna une analyse de ce document, où sont racontés les détails de toute cette histoire, et je reproduis ci-dessous les parties essentielles de notre article:

L'Internationale en Angleterre.

Le Conseil de la Fédération anglaise de l'Internationale s'est prononcé, comme on le sait, contre le Congrès de la Haye. Il a convoqué à Londres, pour le 5 janvier 1873, un Congrès des Sections anglaises pour lui soumettre la question. Ceci n'a pas été du goût de Marx, qui comptait quelques amis au sein du Conseil fédéral anglais; ces amis, à la tête desquels sont Lessner et Eugène Dupont, ont fait bande à part, et ont publié une protestation contre la convocation du Congrès. Rien de plus permis, à coup sûr; mais ces «protestants» ont cru devoir en même temps prendre pour eux le titre de Conseil fédéral anglais, bien qu'ils ne fussent qu'une petite minorité de ce Conseil. C'est la répétition du coup d'État exécuté en 1871 par Sorge contre le Conseil fédéral américain.

Ce procédé a engagé le véritable Conseil fédéral anglais à publier un Appel aux Sections anglaises, dont nous avons reçu communication, et dont nous traduisons les passages principaux à cause de son importance.

Après avoir annoncé que la date de la convocation du Congrès anglais était reportée au 26 janvier, le Conseil fédéral ajoute:

«Deux circulaires (4) vous ont été envoyées dans le but de dénaturer les faits et de vous aveugler sur l'état réel des choses. Les deux circulaires en question, bien que provenant en apparence de deux corps distincts, - l'une de la «Section étrangère» de Manchester, et l'autre de quelques individualités qui s'arrogent le titre de Conseil fédéral anglais, - émanent en réalité de la même source, comme on peut le voir par la comparaison de leur contenu. Un examen un peu attentif démontre qu'elles n'ont évidemment pas pu être écrites par ceux au nom desquels on les publie, surtout en ce qui concerne celle attribuée à la «Section étrangère» de Manchester, section qui n'existe que depuis trois mois à peine...

«Le Congrès de la Haye, nous le déclarons, n'a été qu'une mystification; et lorsque le Congrès anglais sera réuni, nous prenons l'engagement de prouver les faits suivants: Qu'il y a eu à la Haye des individus qui ont voté en vertu de mandats émanant de sections qui n'ont jamais existé; - que des mandats ont été donnés à des individus qui n'étaient pas membres de l'Association; - qu'à la Haye un certain parti a offert des mandats à diverses personnes, à la condition qu'elles voteraient d'une certaine façon, offre qui a été repoussée avec indignation; - que, à la suite d'instructions données, on avait apporté d'Amérique des mandats en blanc, qui n'avaient pas été délivrés par les sections dont ils étaient censés émaner; - que les mandats ont été distribués par certaines personnes à qui leur plaisait; - qu'un de ces mandats, venant soi-disant d'une Section allemande de Chicago, a été remis à un individu bien connu pour être en relations avec le journal [conservateur] le Standard, et duquel le citoyen Karl Marx lui-même avait dit, à peine un mois auparavant, qu'il le soupçonnait d'être un espion; - que c'est en parlant en faveur de l'admission de cet individu au Congrès que le citoyen Marx a osé dire «que c'était un honneur que de ne pas appartenir à ceux qu'on nomme les chefs (leaders) du mouvement ouvrier anglais, attendu que tous ces leaders sont vendus à Gladstone, à Morley, à Dilke, etc...». Nous prouverons en outre que ce même individu, agent du parti conservateur, a fourni au «Standard» des comptes-rendus réguliers des séances privées du Congrès, dont les correspondants de journaux avaient été exclus, donnant des détails circonstanciés sur tous les incidents plus ou moins scandaleux qui survinrent dans ces séances.

«A l'appui de toutes ces assertions, nous ne nous bornerons pas à de simples affirmations, nous présenterons des faits; et voilà pourquoi il se trouve des gens à qui la convocation d'un Congrès anglais fait si grand peur. Ceux qui ont été les instigateurs et les instruments de ces fraudes n'osent pas affronter la vérité; c'est pour cela qu'ils prétendent que notre convocation est illégale, et qu'ils emploient tous les moyens pour vous prévenir contre nous. Nous ne vous demandons rien d'autre que de vous décider après avoir pris connaissance des faits, et de choisir ensuite ceux qu'il vous plaira pour administrer vos affaires à l'avenir. C'est à vous de décider par vous-mêmes qui sont ceux qui représentent réellement l'Internationale et les aspirations des classes ouvrières. Nous ne prétendons pas nous attribuer le monopole de l'administration de vos affaires. Nous croyons que les travailleurs sont en état de se diriger eux-mêmes, à la condition qu'ils en aient la volonté.

(3) Bulletin de la Fédération jurassienne. (Note A.M.).

(4) Les contre-circulaires rédigées par Marx et Engels.

«...Le nouveau Conseil général à qui a été remis le soin de diriger les destinées de l'Association (sous l'inspiration de certains membres de l'ex-Conseil général) est en guerre avec lui-même, et avant peu aura cessé d'exister. Deux des hommes élus à la Haye ont refusé d'y siéger, parce qu'ils ne voulaient pas se laisser employer comme de dociles instruments; l'un d'entre eux était le seul Américain élu. Maintenant Kavanagh, l'un des deux Irlandais qui font partie du Conseil général, se déclare à son tour dégoûté de ce qui s'y passe. Sorge, que son propre parti na pas osé nommer à la Haye, s'est fait adjoindre à ce soi-disant Conseil, et y exerce l'office de secrétaire général. Cet homme, qui est Allemand, est celui qui a apporté d'Amérique les mandats en blanc; c'est lui qui, dans un de ses discours à la Haye, disait: «Les Américains natifs ne travaillent pas, ils vivent aux dépens des autres; il est inutile d'essayer de rien organiser avec eux». Voilà l'homme dont on voudrait faire le directeur en chef de toute la politique de l'Internationale!

«Les deux circulaires en question (5) prétendent que les résolutions du Congrès de la Haye ont été complètement acceptées en France, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Portugal, en Amérique, en Danemark, en Pologne, et en Suisse, sauf un petit nombre de sections dans ce dernier pays. Nous pourrions demander comment ces renseignements ont été obtenus? Le Conseil fédéral anglais n'a jamais rien appris de semblable, quoiqu'il soit en correspondance avec cinq des pays sus-mentionnés et qu'il en reçoive des journaux. La vérité, c'est que cette assertion des circulaires est un mensonge (6). Dans quelques-uns des pays énumérés, l'Internationale n'existe pas; on aurait donc tout aussi bien pu ajouter encore, pour grossir la liste, l'Inde, la Chine, le Japon et le royaume de Siam (7). Nous défions nos adversaires de produire une liste des noms et des adresses des secrétaires des Fédérations et Sections qui ont reconnu le Congrès de la Haye et accepté ses résolutions. Presque toutes les Fédérations de l'Internationale les ont repoussées. Elles ont été hautement répudiées par les Conseils fédéraux d'Amérique, d'Espagne, d'Italie, de Belgique, et du Jura, par beaucoup de Sections françaises, et tout dernièrement par deux importants Congrès régionaux (8).

«Dans chacun de ces pays le mouvement a été spontané. C'est le scandale même de toute l'affaire qui a forcé les Fédérations à se prononcer contre elle. Elles n'ont pas pu faire autrement, lorsque les faits sont venus à leur connaissance. Il n'y a eu ni fraude ni intrigue; aucune Fédération ne nous a jamais engagés à nous occuper de cette affaire, soit en convoquant un Congrès, soit autrement, et nous n'avons jamais écrit à aucune d'elles une seule ligne pour les prévenir que nous eussions l'intention de discuter cette question. S'il y a eu a «un complot pour duper la Fédération anglaise», il a été organisé par ce parti qui, pensant que la fin justifie les moyens, a systématiquement étouffé la vérité et supprimé les faits...

«On prétend que les critiques que nous faisons de la translation du Conseil général à New York viennent simplement de ce qu'à nos yeux «un Conseil général où ne siègent pas les citoyens Hales, Mottershead, Jung, Bradnick, Mayo et Roach ne peut pas représenter l'Internationale». En réponse à cette insinuation, nous rappellerons simplement que dans la dernière séance tenue par l'ex-Conseil général, le citoyen Jung proposa que le Conseil général n'eut plus son siège à Londres. Cette proposition fut fortement appuyée par les cinq autres citoyens nommés plus haut, leur opinion étant que, dans l'intérêt de l'Association, le Conseil général devait être transféré sur le continent. Le citoyen Jung ne se borna pas à faire cette proposition; il remit en outre au citoyen Johannard une lettre que celui-ci était chargé de lire à la Haye au cas où le Conseil général serait maintenu à Londres, lettre par laquelle Jung refusait d'avance toute nomination à ce Conseil. La proposition de Jung fut rejetée, grâce à l'opposition des citoyens Marx et Engels, qui parlèrent fortement contre tout changement du siège du Conseil général; ces mêmes citoyens soutinrent plus tard à la Haye l'opinion contraire, et proposèrent le transfert du Conseil à New-York. Le motif de cette politique de girouette était, lorsque Marx et Engels soutinrent que le siège du Conseil général ne devait pas être changé, de s'assurer les votes des blanquistes membres du Conseil, qui désiraient que le Conseil général restât à Londres. Les blanquistes furent donc flattés d'abord, puis

(5) Les contre-circulaires rédigées par Marx et Engels.

(6) Pour la France, on verra tout à l'heure ce qu'il en était. En Allemagne, en Autriche, en Hongrie, l'Internationale n'existait pas. Sur le Portugal, Engels écrit à Sorge le 4 janvier 1873: «En Portugal, le droit d'association n'existe pas; aussi l'Internationale n'y est-elle pas officiellement constituée». Sur le Danemark, le même jour: «Du Danemark toujours pas une seule ligne. J'appréhende que les schweitzeriens n'aient tripoté là au moyen de leurs adhérents du Schleswig». Sur la Pologne, Marx écrit le 21 décembre 1872: «Le Conseil général n'avait pu obtenir l'adhésion de la Pologne qu'à la condition (nécessaire vu la situation du pays) qu'il n'aurait affaire qu'au seul Wroblewski, et que celui-ci communiquerait seulement ce qu'il jugerait convenable. Vous n'avez pas le choix: il faut donner à Wroblewski le même pouvoir illimité que nous lui avons accordé, ou renoncer à la Pologne».

(7) C'est ce que font aujourd'hui (1908) les dirigeants de la soi-disant «nouvelle Internationale».

(8) Ceux de Bruxelles et de Cordoue, dont il sera parlé plus loin.

trahis plus tard; quand on n'eut plus besoin d'eux, on les jeta par-dessus bord: aussi ont-ils, depuis, donné leur démission de membres de l'Internationale.

«La politique tortueuse suivie par certains membres de l'ex-Conseil général a été quelque peu surprenante. Ainsi, le transfert du Conseil général à New York a été proposé précisément par les hommes qui avaient obtenu [en août] la suspension du citoyen Hales comme secrétaire général parce qu'il avait proposé au Congrès anglais de Nottingham [en juillet] «que le Conseil fédéral anglais correspondît directement avec tous les autres Conseils fédéraux de l'Association et fit avec eux l'échange des journaux». Par conséquent, pour rester fidèle à la théorie de ces hommes, dans le cas où une grève éclaterait en Angleterre ou en Écosse et où nous serions menacés de voir amener des ouvriers du continent, le Conseil fédéral anglais serait tenu d'écrire à New York au Conseil général pour prier celui-ci d'écrire à son tour aux Conseils fédéraux d'Europe afin de les prévenir d'empêcher le départ d'ouvriers pour la Grande-Bretagne! Cette conséquence absurde de leur théorie suffit à prouver combien peu ces hommes, qui appartiennent à la bourgeoisie, connaissent les besoins réels des travailleurs. Ce sont eux qui ont si bien intrigué et tripoté dans les affaires de la Fédération anglaise, que c'est merveille si cette Fédération existe encore. Si tous ses membres connaissaient la manière dont on a brouillé les cartes et dont on a pris les gens pour dupes, ils ne consentiraient plus à remettre le soin de leurs affaires à des hommes qui ne seraient pas pris dans les rangs du travail: L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».

L'Appel du Conseil fédéral anglais donne ensuite des détails très circonstanciés sur les origines de la scission qui a eu lieu dans son sein; nous devons nous borner à les résumer.

Pendant assez longtemps, il n'y eut pas, en dehors des *Trade Unions* qui s'affiliaient en bloc, de sections de l'*Internationale* en Angleterre. Ce furent les citoyens Jung et Hales qui résolurent les premiers de chercher à en constituer: dans l'hiver de 1869 ils commencèrent à donner des conférences sur les principes de l'*Internationale*, et ils continuèrent en 1870. Le résultat de ces conférences fut la formation de plusieurs sections: la première fut celle de Bethnal Green (à Londres), et la seconde celle de Saint-Luc (aussi à Londres). En 1872, un *Conseil fédéral anglais* fut organisé et reconnu par le *Conseil général*, et il élaborait un règlement fédéral. Mais quoique le Conseil fédéral eût été reconnu, et qu'il envoyât ses délégués au *Conseil général*, il était complètement tenu en tutelle par ce dernier: c'était le *Conseil général* qui décidait, dans la pratique, qui devait siéger ou ne pas siéger dans le *Conseil fédéral anglais*. Il demanda et obtint l'exclusion de divers citoyens dont l'honnêteté et l'intégrité ne pouvaient être mises en doute; et lorsque le *Conseil fédéral*, mécontent de la conduite d'un de ses délégués au *Conseil général*, voulut le remplacer, le *Conseil général* le maintint dans sa charge. Pour en finir avec cet état de choses, le *Conseil fédéral* décida de convoquer un *Congrès des Sections anglaises* à Nottingham (juillet 1872). Mais là encore le *Conseil général* intervint: le sous-comité du *Conseil général* envoya à ce Congrès le citoyen Dupont, avec des instructions spéciales; et celui-ci prit en effet part au Congrès comme délégué de la *Société des bricklayers de Manchester*; mais le mandat qu'il présenta ne portait ni la signature du secrétaire de cette Société, ni le timbre officiel. En outre, certaines personnes avaient écrit à la *Section de Manchester* pour lui recommander d'envoyer le plus grand nombre possible de délégués, et de tâcher d'obtenir que le *Conseil fédéral* fût placé à Manchester, la chose étant, disait-on, indispensable. La seconde partie du complot échoua, et le *Conseil fédéral* fut maintenu à Londres; mais le *Conseil général* ne discontinua pas de s'ingérer dans ses affaires.

Sur ces entrefaites, un publiciste anglais, M. Riley, entreprit la publication d'un journal hebdomadaire qu'il appela l'*International Herald*, et il essaya d'obtenir qu'il fût adopté comme l'organe officiel du *Conseil général*. Son offre, combattue par Engels, fut rejetée; bien plus, le *Conseil général*, dans un document public, répudia formellement l'*International Herald*; ce document fut rédigé par Marx et Engels: ce dernier parla toujours du journal de M. Riley dans les termes les plus méprisants, et fit son possible pour le tuer. M. Riley s'était aussi adressé aux membres du *Conseil fédéral anglais*, et les avait priés d'appuyer son entreprise; ceux-ci, en particulier Hales et Roach, firent tout ce qu'ils purent pour soutenir et répandre le nouveau journal, et l'*International Herald* fut même adopté comme l'organe officiel du *Conseil fédéral* (mars 1872), à la condition que le *Conseil fédéral* aurait la direction de toute la partie du journal relative à l'*Internationale*, mais ne s'occuperait pas du reste de la rédaction. En juin 1872, M. Riley annonça qu'il n'avait pas de ressources suffisantes pour continuer son journal. Là-dessus une société par actions se constitua pour venir à son aide, sous la présidence du citoyen Hales; un prospectus fut imprimé aux frais du *Conseil fédéral*, et des fonds furent souscrits et versés. Tout à coup M. Riley fit savoir qu'il venait de prendre des arrangements particuliers à l'égard du journal, et qu'il n'avait plus besoin d'actionnaires; il promit en même temps de rendre les fonds qu'il avait reçus: mais jusqu'à présent il ne l'a pas fait.

Dans la séance du *Conseil fédéral* du jeudi 25 novembre 1872, l'attention du Conseil fut appelée sur un

compte-rendu inséré dans l'*International Herald* au sujet d'une conférence donnée sur l'Internationale par M. De Morgan à Nottingham; ce compte-rendu contenait plusieurs assertions complètement absurdes. Au cours du débat, M. Riley dit: «*Je proteste contre cette discussion; le Conseil n'a rien à faire avec ce qui paraît dans le journal*». Le citoyen Hales répondit: «*Si nous n'avons rien à faire avec ce qui paraît dans notre organe officiel, je proposerai qu'il cesse d'être notre organe officiel*». Le citoyen Riley dit alors: «*Je n'attendrai pas votre décision; j'effacerai moi-même ces mots du titre; je pourrai alors insérer ce que je voudrai, et cela sera beaucoup mieux pour moi*» (9). La semaine suivante, en effet, M. Riley enleva du journal les mots: *Organe officiel du Conseil fédéral anglais de l'Internationale*. C'est ainsi que l'*International Herald* a cessé d'être l'organe des internationaux anglais.

Voici, pour terminer, des détails édifiants sur les dernières manœuvres des marxistes. Le *Conseil fédéral anglais* se réunissait au n°7 de Red Lion Court, dans une pièce appartenant à l'imprimeur de l'*International Herald*. Il fallait payer cinq shillings par semaine pour la location de cette chambre. Le Conseil fédéral avait chargé le citoyen Hales de payer cette location; il devait être remboursé chaque fois par les membres du Conseil. Au bout de quelques semaines, le citoyen Hales trouva que certains délégués mettaient trop peu de bonne volonté à verser leur quote-part des frais; il annonça donc au Conseil qu'il déclinait pour l'avenir toute responsabilité dans le paiement de la salle. Le Conseil se sépara sans avoir rien statué à ce sujet, et la clef du local fut rendue au propriétaire. C'était le jeudi 5 décembre. Or, la semaine suivante, quelques membres de la minorité du Conseil obtinrent, par un moyen ou par un autre, la clef de la salle, et ils convoquèrent pour le jeudi 19 décembre une réunion composée exclusivement de la minorité. Dans cette réunion, on renouvela le bureau, et on rédigea une circulaire informant les sections que le citoyen Hales avait été destitué de son office de secrétaire correspondant. En outre, pour éviter la présence des membres de la majorité, on décida de changer le jour des réunions, et de le fixer au lundi. Cet arrangement devait rester secret; mais M. Riley en ayant prévenu par lettre le citoyen Bennett, pour l'inviter aux réunions de la minorité, l'affaire fut ébruitée. Tous les membres du Conseil furent aussitôt prévenus, et le lundi suivant 23 décembre ils vinrent en grand nombre; les organisateurs du complot constatèrent, à leur grand déplaisir, qu'il y avait plus de monde qu'ils n'eussent désiré. Ils restèrent à la porte, ne sachant quel parti prendre. Les membres qui étaient venus pour discuter et voter loyalement entrèrent, bien résolus à tenir une séance. Le citoyen Grout fut élu président, et réclama le procès-verbal. Personne ne répondit, bien que le secrétaire, le citoyen Mitchell, fût en bas. On demanda au citoyen Hills, qui était présent, et qui avait assisté à la séance du 19, d'en donner de mémoire un résumé. Il le fit, et déclara entre autres qu'il avait été décidé de convoquer une réunion pour ce soir-là, et que c'était en vertu de cette convocation qu'il était venu. La résolution suivante fut alors proposée et votée à l'unanimité: «*Toutes les décisions prises dans la séance du 19 décembre sont annulées, à l'exception de celle concernant le changement des jours de réunion*». Sur ces entrefaites, le citoyen Mitchell entra et prit sa place. On lui demanda de lire le procès-verbal de la séance précédente; il répondit qu'il ne l'avait pas apporté avec lui. On l'invita à en donner de mémoire un résumé. Il s'y refusa, disant «*qu'il ne se souvenait de rien*». Le Conseil poursuivit alors ses délibérations, décida de fixer la date de réunion du Congrès de la *Fédération anglaise* au 26 janvier 1873 (10) et nomma une *Commission exécutive* de six membres chargée d'organiser ce Congrès. Cette Commission fut composée des citoyens Foster, Pape, Jung, Hales, Mayo et Grout. Puis le Conseil se sépara après avoir voté une dernière résolution portant que «*le bail de la salle au n°7 de Red Lion Court était définitivement résilié, et que le Conseil fédéral ne se réunirait plus jusqu'au Congrès*». En exécution de cette résolution, deux membres du Conseil se rendirent auprès du propriétaire pour la lui communiquer; ils lui demandèrent en même temps de remettre au citoyen Hales, secrétaire correspondant, les lettres qui pourraient arriver à l'adresse du secrétaire du Conseil. Le propriétaire s'y refusa, disant que M. Riley l'avait prévenu de ne rien écouter de ce que Hales pourrait lui dire.

Tel est le résumé de ce document, qui jette une lumière inattendue sur certains agissements malpropres du parti autoritaire.

Le double épisode qui vient d'être raconté, la réunion clandestine de la minorité le jeudi 19 décembre, et l'apparition inattendue de la majorité à la réunion du lundi 23 décembre, où l'intrigue marxiste fut déjouée, a été perfidement dénaturé dans le libelle intitulé *Die Internationale*, de Gustav Jaekch. L'auteur, qui appelle la majorité les sécessionnistes, écrit: «*Les sécessionnistes se désignaient eux-mêmes comme la majorité. Mais il serait bien étonnant qu'ils eussent eu recours à la sécession, s'ils avaient été en effet les plus nombreux au Conseil fédéral: et on se demande pourquoi ils se seraient abrités dans l'ombre et le mystère, eux majorité, pour accomplir la scission. Une lettre de Vickery, publiée dans l'Eastern Post du 23 février 1873,*

(9) C'était Marx qui était l'instigateur de cette nouvelle attitude de Riley: il l'a raconté lui-même (voir plus loin p. 36).

(10) On a vu plus haut que la date primitivement choisie avait été le 5 janvier (circulaire du Conseil fédéral anglais du 10 décembre).

raconte que les meneurs convoquèrent dans le plus grand secret [pour le 23 décembre] une réunion dont les membres de la majorité n'entendirent parler que le jour même où elle eut lieu, et que dans cette réunion fut décidée la convocation du Congrès». La lettre de Vickery - bien que celui-ci fût membre de la minorité – dit la vérité, et ceux qu'elle appelle «majorité» sont les anti-marxistes: mais Jaekkh, le menteur, transforme audacieusement cette vérité en son contraire. Tandis que les meneurs qui convoquèrent «dans le plus grand secret» la réunion du 23 décembre sont, comme on l'a vu, les membres de la minorité marxiste, sous la plume de Jaekkh ces meneurs deviennent les anti-marxistes, la minorité marxiste devient la majorité: en sorte que la manœuvre accomplie par les membres de la minorité, par les amis de Marx, est présentée aux lecteurs du libelle comme accomplie par Hales, Jung et leurs amis, désignés sous le nom de meneurs: et Jaekkh tire de là cette conclusion, que sans doute la soi-disant «majorité» (Hales, Jung et leurs amis) n'avait pas en réalité le nombre de son côté!

Sorge, dans son zèle, s'est chargé d'apporter le pavé de l'ours, en publiant une lettre de Marx, du samedi 21 décembre 1872 (donc, antérieure de deux jours à la réunion du 23 décembre), dans laquelle Marx raconte la part prise par lui et Engels aux intrigues qui précédèrent et suivirent l'escamotage accompli l'avant-veille, 19 décembre, par leurs amis; il explique comment les deux contre-circulaires furent rédigées, l'une par lui-même (celle qui porte les signatures du pseudo-Conseil fédéral), l'autre par Engels (celle qui parut sous le nom d'une Section de Manchester). Voici la traduction de la lettre de Marx (écrite en allemand):

«La majorité (11) du Conseil fédéral anglais (composée en très grande partie de sham-sections (12) d'une couple d'individus, fondées par le Lumpazius (13) Hales pour avoir des délégués) a fait sécession d'avec la minorité (qui seule représente les grandes sections de Londres, et celles de Manchester, Birkenhead, etc...). Les gaillards avaient fabriqué en cachette une circulaire à la Fédération, du 10 courant, par laquelle ils invitaient les sections à un Congrès à Londres pour faire cause commune avec les Juras-siens, avec lesquels Hales depuis la Haye est en relations continuelles.

Nos gens, qui constituent maintenant le seul Conseil fédéral légal (14), ont envoyé immédiatement à toutes les sections des cartes postales imprimées, les avertissant de ne prendre aucune décision avant d'avoir reçu leur contre-manifeste, pour l'élaboration duquel (rédaction des points principaux, etc...) ils se sont réunis hier chez moi. Vous le recevrez immédiatement. Il sera imprimé au commencement de la semaine prochaine. Ils voteront aussi une résolution formelle pour reconnaître le Congrès de la Haye et le Conseil général.

En même temps, à la demande d'une Section de Manchester, Engels a fait pour cette section une réponse à la circulaire des gueux (parmi lesquels se trouve aussi ce sot présomptueux de Jung, qui ne peut pas se consoler que le Conseil général ne soit plus à Londres (15), et qui depuis longtemps est devenu Hales'fool (16); la Section la recevra dans sa séance d'aujourd'hui, et la fera tout de suite imprimer.

A propos. L'organe International Herald a été rendu indépendant, sur mon conseil, par son propriétaire Riley (membre du Conseil fédéral). Nous ferons probablement avec lui un contrat, et c'est nous qui entrerons dans la place, en publiant chaque semaine un supplément international. Je t'envoie aujourd'hui un numéro où Engels et moi ouvrons la polémique contre Hales et consorts».

Engels, de son côté, écrivit à Sorge, le 4 janvier 1873: «La majorité du Conseil fédéral anglais a donc fait sécession sous la conduite de Hales, Mottershead, Roach et - Jung!... Elle a convoqué un Congrès anglais pour le 5 janvier (17). Mais chez les ouvriers anglais on ne fait pas si facilement des coups d'État (18). La

(11) Marx appelle «majorité», conformément à la réalité des choses, le groupe de Hales, Jung, Eccarius, et de leurs amis.

(12) En anglais dans le texte: «pseudo-sections».

(13) Terme d'argot, dérivé de Lump, gueux, gredin.

(14) Le Conseil fédéral que Marx appelle «légal» est celui qui s'était «constitué» dans la réunion clandestine du 19 décembre, en l'absence de la majorité. Marx ne raconte pas cette réunion, mais la mention en est implicitement contenue dans la phrase: «Nos gens, qui constituent maintenant le seul Conseil fédéral légal»; maintenant signifie «depuis avant-hier». Il ne s'attendait pas, lorsqu'il écrivait cette lettre, à la revanche que la majorité allait prendre le 23.

(15) On a vu plus haut que c'est Jung qui avait demandé que le Conseil général n'eut plus son siège à Londres, et que ce furent Marx et Engels qui firent rejeter sa proposition.

(16) En anglais dans le texte: «le pantin de Hales».

(17) Au moment où il écrivait, Engels ignorait encore que la date du Congrès avait été changée, et reportée au 26 janvier (résolution du 23 décembre).

minorité est restée dans l'ancien local, Red Lion Court, s'est constituée comme Conseil fédéral anglais, et a avisé toutes les sections... Le coup d'État est donc manqué. Ce qui me réjouit le plus là dedans, c'est le prompt châtement qui a frappé monsieur Jung. Voilà ce qu'il a gagné à se laisser prendre au piège de Hales, à se laisser transformer en instrument de son mortel ennemi Guillaume (19). C'est maintenant un homme mort (*Er ist jetzt mausetot*)». Malheureusement pour Engels et Marx, Jung était bien vivant, il allait le faire voir au Congrès anglais.

James GUILLAUME.

(18) Par une étrange aberration, tandis que, pour le vulgaire bon sens, c'est l'acte de la minorité usurpant le titre de *Conseil fédéral* qui apparaît comme «*coup d'État*», Engels donne ce qualificatif à l'acte parfaitement légitime de la majorité convoquant un Congrès des Sections anglaises.

(19) Je n'ai jamais été l'ennemi de Jung, ni lui le mien. Malgré une différence d'opinion sur la tactique politique, nos relations sont toujours restées cordiales...